

«La rue est là pour secouer les politiciens»

ÉLECTIONS FÉDÉRALES Plus jeune conseillère nationale du pays, Samira Marti fait à la fois partie du monde des jeunes manifestants et des vieux politiciens. A quelques semaines des élections fédérales, la socialiste bâloise s'exprime sur sa vision des deux univers

PROPOS RECUEILLIS
PAR BORIS BUSSLINGER, BERNE
@BorisBusslinger

A 25 ans, Samira Marti (PS/BL) se situe vingt-sept ans en dessous de l'âge moyen du Conseil national. Arrivée en cours de législature en décembre dernier, elle siège sous la coupole fédérale depuis presque une année – et pas n'importe laquelle. Au cours des derniers mois, sa génération a pris les rues dans des proportions massives pour davantage de justice climatique; Greta Thunberg est devenue une icône et le féminisme a connu un considérable regain de popularité. A quelques semaines des élections fédérales, elle s'exprime sur la conjonction entre ces mouvements de jeunesse, qu'elle soutient, et son nouvel environnement, le parlement.

Cela fait près d'une année que vous êtes parlementaire. Quel est votre premier bilan? Je me suis bien acclimatée. Le travail au parlement est complexe, mais je n'ai pas de peine avec ça. Et puis je suis contente, puisque j'ai réussi à faire accepter mon premier postulat la semaine dernière: l'établissement d'un rapport comparatif sur la santé des personnes LGBT. C'est un premier succès. Autrement, un employé du parlement continue parfois de me demander quel est mon stage et je ne suis pas toujours prise au sérieux par mes pairs ou par les journalistes. Mais ceux qui me sous-estiment le regrettent par la suite! (rires).

Quel est votre sentiment sur le fonctionnement de l'institution? Il est impressionnant de voir comment le rythme, plutôt modéré en temps normal, peut s'accélérer lorsque nous traitons de questions qui concernent les plus privilégiés. Il y a deux semaines, le parlement a voté des avantages fiscaux pour les plus riches sans message du Conseil fédéral, ni consultation préalable des milieux concernés. [Ndlr: Samira Marti se réfère à l'augmentation des déductions fiscales pour les familles avec enfants acceptées par le parlement fin sep-



Samira Marti: «Je ne suis pas surprise que les générations qui seront les plus impactées par les changements à venir demandent des réponses à court terme.» (KOSTAS MAROS POUR LE TEMPS)

INTERVIEW

tembre. Quand les lobbys désirent, le tempo s'accélère. Il n'y a pas de problèmes institutionnels mais, à mon avis, il est urgent que la majorité change de mains.

Vous dénoncez les lobbys. Avez-vous reçu des appels du pied de leur part? Non. Je suis présidente du syndicat du service public bâlois depuis mai 2018, rien de plus.

A deux semaines des élections fédérales, quelle est l'ambiance dans les travées? Assez tendue. Plusieurs partis savent qu'ils vont sortir perdants. Certains collègues parlementaires ne sont pas sûrs d'être réélus.

«Lorsqu'on aborde l'égalité homme-femme, les positions sont plus progressistes parmi les politiciens les moins âgés, quel que soit leur parti»

Les partis écologistes ont effectivement le vent en poupe. Le parlement réagit-il déjà? En partie, oui. Prenez la loi sur le CO₂ négociée au parlement il y a deux semaines. Elle ne va à mon avis pas assez loin. Cependant, j'ai assisté à la contestation de sa première version lors de mon tout premier jour au Conseil national et, entre la première mouture et le projet tout juste négocié, les progrès réalisés sont extrêmement importants. Tout cela, c'est grâce aux jeunes pour le climat.

Il est reproché à ces jeunes de demander des changements si importants qu'ils en deviennent antidémocratiques. Qu'en pensez-vous? Nous avons tous des rôles bien distincts au sein de cette discussion.

Les manifestants ne font pas les lois, nous les faisons. Avec la responsabilité de traduire les attentes de la population. Reprocher aux activistes d'être antidémocratiques, c'est oublier que la rue est justement là pour, de temps à autre, donner un coup de pied aux fesses des politiciens. Cela fait cinquante ans que nous savons que les émissions de CO₂ ont un coût climatique. Je ne suis pas surprise que les générations qui seront les plus impactées par les changements à venir demandent des réponses à court terme.

La pression de la rue actuelle légitime-t-elle les discours de gauche? Elle confirme ce que nous soulignons depuis longtemps. En dehors des considérations partisans, les mouvements actuels ont un impact fantastique sur la perception générale des jeunes en politique. Quand j'attire l'attention sur leur absence au parlement, on me rétorque toujours que c'est ainsi car seuls les plus âgés s'intéressent à la politique. On ne peut désormais plus prétendre cela. La grève des femmes a eu un effet analogue. Je ne dois plus me défendre d'embrasser la cause féministe, le sujet a intégré les mœurs.

A-t-il aussi intégré le parlement? Pas complètement. Les questions de société mettent tout particulièrement en lumière l'âge moyen des parlementaires. Lorsqu'on aborde le congé paternité, l'égalité homme-femme ou encore le droit à l'adoption, les positions sont en effet plus progressistes parmi les politiciens les moins âgés, quel que soit leur parti. Sur ce genre de sujets, un rajeunissement général aurait certainement des effets très directs.

Vous tirez certainement la moyenne vers le bas. Mais parvenez-vous à conjuguer votre mandat avec vos études? Ça va! (rires) Je suis à la moitié de mon master. Avec la session parlementaire et les élections fédérales, je n'ai pas encore réussi à participer à un seul cours depuis la reprise... Mais j'essaie de m'organiser pour réserver des périodes d'étude. Je vais me débrouiller! ■